

Bangladesh

Et le ciel t'aidera ?

Que les émissions de CO₂ diminuent ou non, le réchauffement aura lieu, avec des conséquences terribles pour un delta aussi peuplé que celui du Ganges. Pour prévenir le pire, les pays développés doivent dès à présent débloquer des aides.

Saleemul Huq

Directeur du programme Changement climatique
International Institute for Environment and Development*

De tous les pays du monde, le Bangladesh est sans conteste l'un des plus menacés par les conséquences du changement climatique. Cet Etat de 130 millions d'habitants, avec un revenu annuel par habitant inférieur à 500 dollars, risque fort de s'appauvrir encore sous l'effet du réchauffement. Cruelle ironie du sort, quand on sait que sa population contribue pour moins de 0,01 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre... Les émissions d'un Bengali représentent moins d'un millième de celles d'un Européen. Néanmoins, l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère au cours des deux derniers siècles, dont l'Europe et l'Amérique du Nord sont largement responsables, fait peser une menace majeure sur les moyens d'existence, voire sur les vies, de millions de Bengalis.

Tentons de dresser le tableau des impacts probables du changement climatique sur le Bangladesh. D'abord, 17 % de la plaine côtière, située à un mètre en dessous du niveau actuel de la mer, risquent d'être submergés. Cette partie du territoire abrite 20 % de la population nationale. Mais si l'élévation du niveau marin est un processus lent, des impacts plus immédiats vont se faire sentir sous forme d'inondations temporaires plus fréquentes et plus dévastatrices. Les trois plus graves inondations du siècle se sont produites au cours de la dernière décennie. Les cyclones devraient également être plus fré-

quents et plus violents, avec des conséquences dramatiques. Rappelons-nous qu'au cours du cyclone de 1991, le plus terrible de l'époque récente, plus 120 000 personnes ont trouvé la mort. Trop d'eau d'un côté, mais pas assez de l'autre ; les saisons des pluies seront plus marquées, aggravant les cyclones et les crues, mais les périodes de sécheresse, qui affectent déjà certaines régions du nord du pays, seront elles aussi plus rudes. C'est en effet une conséquence paradoxale du changement climatique que d'accuser les particularités de chaque climat.

Les désastres climatiques, dont le Bangladesh est familier, ont un coût considérable en termes de vies humaines, de propriétés, d'agriculture et de commerce. Leur faire face est d'autant plus harassant que le pays est pauvre. Dans ces conditions, les désordres supplémentaires liés au changement climatique vont probablement ruiner les efforts de développement des dernières décennies.

Le tableau n'est cependant pas désespéré. Le Bangladesh, tout en étant particulièrement marqué par sa culture musulmane, a réussi à réduire son taux de



croissance démographique de plus de 3 % voici à peine une décennie à moins de 2 % aujourd'hui. C'est sans précédent dans une société conservatrice, sans recours à des mesures coercitives. Le Bangladesh jouit également d'un gouvernement démocratique, reposant sur le pluralisme politique et la liberté de parole et d'association, auxquels le peuple est passionnément attaché. Le secteur non gouvernemental est l'un des plus florissants au monde, et compte des organisations de développement renommées comme la Grameen Bank, pionnière du micro-crédit pour les pauvres. La population bengali, dynamique et entreprenante, est profondément désireuse de contribuer au développement du pays.

Mais ces atouts et cette bonne volonté ne suffiront sans doute pas pour faire face aux périls nouveaux posés par le climat.

Or tandis que la communauté internationale négocie des réductions ou des limitations des émissions futures de gaz à effet de serre, elle néglige une question tout aussi importante, celle de la manière dont les pays font face aux changements climatiques. Cette problématique de l'adaptation, cruciale pour les pays les plus vulnérables au réchauffement global, comme le Bangladesh et les petits Etats insulaires, a jusqu'à présent été sous-estimée par les négociateurs lors des différentes conférences des parties à la convention climat.

On ne peut pas se contenter de déclarations d'intention. Les Etats, riches ou pauvres, doivent prendre la question de l'adaptation bien plus au sérieux, reconnaître que les impacts du changement climatique vont être particulièrement douloureux pour les pays les plus pauvres, et qu'en conséquence les pays riches leur doivent assistance. Il ne s'agit pas de minimiser l'importance de la lutte pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais de prendre conscience que des changements climatiques se produiront au cours des prochaines décennies même si tous les pays tiennent leurs engagements de réduction (aussi improbable que ce soit). C'est donc maintenant qu'il faut agir pour aider les pays les plus vulnérables à faire face aux impacts du réchauffement, du moins aux plus prévisibles d'entre eux.

Reste à savoir comment faire face. Dans les pays développés, la réponse est largement technique. Elle passe par la surélévation des digues (qu'ont entreprise les Pays-Bas) ou par des ouvrages de défense du littoral. Dans les pays en développement, en revanche, des actions de ce type ne peuvent être qu'une petite partie de la solution. Ce qu'il faut privilégier dans les

pays pauvres, c'est le renforcement ou de la capacité d'adaptation des populations elles-mêmes, et en particulier des groupes les plus pauvres. Il s'agit de partir des moyens et des stratégies de défense existants. Au cours de milliers d'années, les habitants des pays en développement ont élaboré des manières de vivre et de faire face à certains désastres climatiques : centres de refuge, maisons sur pilotis, etc.. Ces méthodes doivent être étudiées, et renforcées par les moyens scientifiques modernes, dans le respect des modes de vie locaux.

Priorités. Malheureusement, les pays pauvres les plus vulnérables au changement climatique, comme le Bangladesh, sont si occupés à parer à leurs besoins les plus urgents qu'il leur reste peu de temps, d'énergie ou de ressources pour étudier les changements climatiques en cours et s'y préparer. La priorité est donc d'amener les responsables politiques et les populations à prendre conscience de l'importance du problème. Au niveau international, il faut défendre des objectifs de réduction plus contraignants et dégager des financements pour l'adaptation ; au niveau national, il faut renforcer les capacités de réponse aux phénomènes climatiques. Par exemple en améliorant la surveillance des événements météorologiques. La communauté internationale a un rôle majeur à jouer pour aider les pays les plus vulnérables à prendre au sérieux le défi que le réchauffement représente pour leur développement, tout en les aidant à s'adapter à la nouvelle donne climatique.

Même si la science n'apporte pas encore de preuve formelle du lien de causalité entre les émissions de gaz à effet de serre des pays développés et les impacts du changement climatique sur les pays les plus pauvres, les citoyens des pays riches ont clairement le devoir moral d'aider les victimes de leurs émissions inconsidérées à faire face aux conséquences de leur comportement passé. A défaut d'être juridiquement contraints, les pays développés doivent assumer leur responsabilité morale. ■

*IIED

3 Endsleigh Street
London WC1H 0DD
Royaume-Uni
Tél. : +44 20 7388 2117
E-mail : s.huq@ic.ac.uk

Simad Saeed

Ministère de l'Intérieur, du Logement et de l'Environnement*

Les représentants des petits Etats insulaires, réunis aujourd'hui au sein de l'AOSIS, ont été les premiers, au milieu des années 1980, à porter la question des changements climatiques sur la scène politique. A l'époque, leurs partenaires internationaux répondaient en soulignant l'ambiguïté des signes scientifiques, et attendaient pour agir que la science se prononce clairement. Or dès 1990, dans son premier rapport, le Groupe (d'experts) intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) parlait de la « probabilité » d'un impact des activités humaines sur l'intensification de la serre. Le deuxième rapport, publié en 1995, parlait de « possibilité ». Aujourd'hui, à la veille de la publication du troisième rapport du GIEC, il existe un consensus scientifique sur l'existence d'un lien entre le réchauffement et les rejets anthropiques de gaz à effet de serre, mais la communauté internationale ne réagit toujours pas.

« Pourquoi ne partez-vous pas ? », nous demande-t-on souvent. Une réaction qui montre bien à quel point le problème n'est pas appréhendé à sa juste mesure. Car il ne s'agit pas que des Maldives, ni même des mil-

